

# IMPÉRIALISME CONTEMPORAIN ET MONDIALISATION

**La mondialisation remet-elle en cause les approches classiques de l'impérialisme ? Cette question est le fil directeur de cet article, qui comprend deux grandes parties. La première présente une brève revue des théories portant sur cette thématique. La seconde cherche à pointer les caractéristiques de la mondialisation qui rendent nécessaire une actualisation théorique et conceptuelle. Il s'agit de réflexions provisoires qui visent à esquisser les axes d'une telle actualisation.\***

Le terme d'impérialisme n'apparaît pas chez Marx, mais avec le livre d'Hobson : *Imperialism: A Study*, 1902. Il sera ensuite repris par les marxistes du début du 20<sup>e</sup> siècle. Mais ce concept ne désigne pas directement une théorie de l'exploitation des pays du Tiers Monde: il renvoie plutôt à une analyse des contradictions des pays capitalistes et à une théorie de l'économie mondiale dont les éléments constitutifs se trouvent déjà chez Marx. (...)

## Théories classiques de l'impérialisme

Pour Lénine, Boukharine et Luxemburg, il ne s'agit pas d'analyser les relations Nord-Sud, mais de discuter les conditions internes de fonctionnement du capitalisme. Après la « grande dépression » (1873-1895), le capitalisme renoue en effet avec une croissance plus dynamique, en même temps qu'il connaît des transformations substantielles. Toute une série de théoriciens [...] vont tenter de démontrer la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme sur la



seule base du marché intérieur. C'est donc pour comprendre le mode de fonctionnement du capitalisme à un stade particulier de son histoire, que le concept d'impérialisme est introduit, et que les pays coloniaux ou semi-coloniaux vont jouer un rôle spécifique dans l'analyse théorique.

Aux pronostics optimistes d'un Bernstein sur la dynamique du capitalisme, Rosa Luxemburg oppose l'argumentation suivante: avec l'accumulation du capital, sa composition organique tend à augmenter, tandis que le capitalisme cherche à contenir la croissance des salaires. Dans ces

conditions, si « les capitalistes et les ouvriers sont les seuls consommateurs », la reproduction du capital devient impossible. Rosa Luxemburg récuse les thèses de Tougan-Baranovsky selon lequel l'expansion capitaliste serait possible sur la base d'un auto-développement sans fin de la section des moyens de production. Elle retrouve une intuition fondamentale de Marx selon laquelle « la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle »<sup>1</sup>. La reproduction du capital nécessite donc « comme première condition un cercle d'acheteurs qui se situent en dehors de la société capitaliste »<sup>2</sup>.

Cette idée est déjà présente chez Marx, qui signalait dans *Le Manifeste* que, « poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe ». Cette conception, qui implique que la réalisation de la plus-value nécessite en permanence l'ouverture de marchés extérieurs, rend bien compte de la période d'expansion impérialiste, où les pays dépendants jouent un rôle croissant pour les débouchés. Mais elle ne saurait être systématisée comme le fait Rosa Luxemburg en affirmant que « la plus-value ne peut être [totale-ment] réalisée ni par les salariés, ni par les capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste ».

Pour Lénine : « Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme »<sup>3</sup>. Il vise à rendre compte des transformations intervenues dans le fonctionnement du capitalisme et à expliquer comment les rivalités interimpérialistes ont conduit à la Première Guerre mondiale. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), reprend à Hobson et Hilferding leurs analyses du capitalisme financier, mais il élargit la définition aux cinq « caractères fondamentaux suivants : 1. concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2. fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce capital finan-

<sup>1</sup> *Le Capital*, Livre III, tome VI, p.314.

<sup>2</sup> *L'accumulation du capital* (1913), Petite Collection Maspero, Œuvres IV, p.25.

<sup>3</sup> *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions de Moscou, p.113.

cier», d'une oligarchie financière; 3. l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4. formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde et, 5. fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes du monde»<sup>4</sup>.

Boukharine propose une présentation de l'économie mondiale plus systématique que Lénine, en insistant sur la contradiction entre l'internationalisation des forces productives et l'appropriation de la plus-value qui continue à se dérouler à l'échelle nationale<sup>5</sup>. Il critique la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky, selon laquelle la concentration du capital pourrait déboucher sur un fonctionnement harmonieux de l'économie mondiale. Cependant, sa théorisation repose sur un modèle aujourd'hui dépassé: chaque capitalisme national résoudrait ses difficultés par la formation d'une sorte de capitalisme Etat, et les contradictions du capitalisme seraient reportées au plan mondial, ne se manifestant plus que sous forme de rivalités inter-impérialistes.

Trotsky esquisse une «loi du développement inégal et combiné»: si le capitalisme tend à s'étendre au monde entier, il ne le fait pas de manière linéaire et harmonieuse. Cette approche permet d'éviter deux simplifications abusives: 1. Présenter le capitalisme, malgré la violence de ses méthodes, comme un agent du progrès historique avec un bilan globalement positif; 2. Adopter une optique tiers-mondiste avant la lettre, pour qui le capitalisme serait radicalement incapable de soutenir un certain développement dans les pays dominés.

Ces acquis des classiques du marxisme vont être dilapidés par la contre-révolution stalinienne afin de justifier la politique de la Troisième Internationale. La théorie marxiste va se trouver dès lors réduite à une vision schématique qui postule le rôle progressiste des bourgeoisies nationales à l'égard d'un impérialisme intéressé au seul maintien de structures locales «féodales».

## Théories de la dépendance

On rangera sous ce terme les nombreuses contributions apparues après la Seconde Guerre mondiale, qui renouent avec les théories classiques de l'impérialisme. Elles raisonnent du point de vue des pays

dominés et insistent sur les déformations induites par le développement capitaliste mondial. Elles contiennent un noyau commun présenté ainsi par Dos Santos: «Par dépendance nous entendons une situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle elle est subordonnée. La relation d'interdépendance entre deux économies ou plus, entre celles-ci et le commerce mondial, prend la forme de la dépendance quand certains pays (les pays dominants) connaissent l'expansion et l'autosuffisance, tandis que d'autres (les pays dépendants) ne peuvent espérer y parvenir que comme sous-produit de cette expansion (...). Nous voyons que les relations mises en place par ce marché mondial sont inégales et combinées»<sup>6</sup>.

Ce retour aux théorisations de l'économie mondiale prise dans sa globalité est dominé par le «tiers-mondisme», qui tend à survaloriser certains traits de la structure de l'économie-monde. Les thèses d'André Gunder Frank sont un bon exemple de cette tendance<sup>7</sup>. Au départ, il y a le constat correct que l'économie mondiale est polarisée: le développement du capitalisme n'est pas homogène, il existe ce que Frank et Samir Amin appellent le Centre et la Périphérie<sup>8</sup>. La volonté de se dégager du schématisme stalinien conduit Frank à pousser jusqu'au bout sa logique alternative en refusant les thèses «dualistes» sommaires qui opposent un secteur «féodal» et un secteur capitaliste. Pour lui, l'Amérique latine est capitaliste, dès les premières années de la conquête.

Cette tendance à sauter d'un schéma extrême à l'autre se retrouve de manière plus marquée dans une approche dominante des années soixante selon laquelle le capitalisme pille le Tiers monde, rapatriant l'intégralité de ses profits et étant donc incapable d'assurer le développement industriel des pays dominés<sup>9</sup>. Il n'existe ainsi aucune différence de nature entre révolution anti-impérialiste et révolution socialiste. Une telle analyse repose sur la notion d'échange inégal, fondée théoriquement par le livre d'Arghiri Emmanuel<sup>10</sup>: les pays de la périphérie connaissent des salaires et des niveaux de productivité inférieurs; pourtant, en raison de la péréquation des taux de profit, le marché mondial débouche sur des prix de production uniques. Unicité de prix et différences de productivité conduisent à des transferts de valeur, soit à une exploitation de la Périphérie par le Centre. Ce modèle confond pays et capitaux, et

débouche sur la vision paradoxale d'une solidarité d'intérêts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays impérialistes, qui co-exploiteraient les salarié-e-s des pays dépendants. Rien d'étonnant à ce que l'on ait pu à l'époque parler de «nations prolétaires», ce qui conduit à un glissement étonnant, puisque le radicalisme de la théorie de l'échange inégal a alimenté finalement l'idée d'un nationalisme anti-impérialiste.

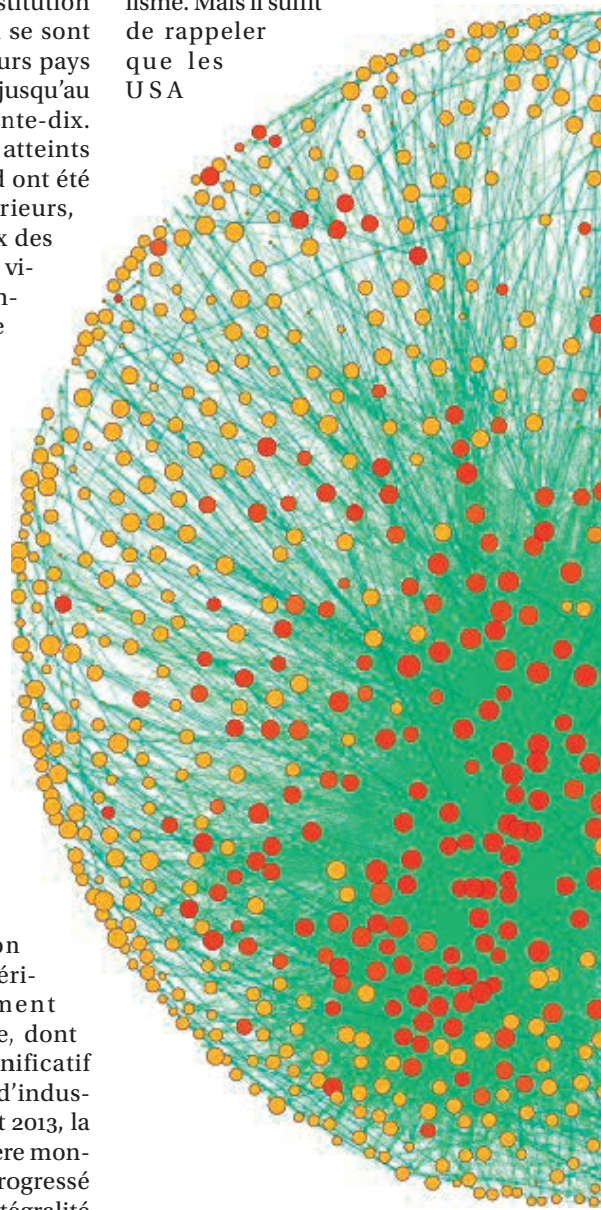
Ainsi, les versions radicalisées des théories de la dépendance ont fait obstacle à la compréhension des processus d'industrialisation fondés sur la substitution des biens importés, qui se sont développés dans plusieurs pays capitalistes dépendants, jusqu'au début des années soixante-dix. Les taux de croissance atteints en moyenne dans le Sud ont été équivalents, voire supérieurs, sur cette période, à ceux des pays impérialistes. Cette vision trop unilatérale donnait une place excessive à la sphère de la circulation et popularisait l'image de pays dont la richesse était continuellement pompée de l'extérieur, avec une tendance symétrique à exagérer l'importance de ce transfert pour les pays impérialistes.

## Grand basculement du monde

La mondialisation a conduit à un véritable basculement de l'économie mondiale, dont l'indicateur le plus significatif est sans doute le degré d'industrialisation. Entre 2000 et 2013, la production manufacturière mondiale (hors énergie) a progressé de 37%, mais la quasi-intégralité de cette augmentation a été réalisée par les pays dits émergents, où elle a plus que doublé (+112%), alors qu'elle stagnait dans les pays avancés (+1,5%). La moitié de la production manufacturière mondiale est aujourd'hui réalisée par les pays émergents. Ce constat, qui met à mal les thèses sur le «développement du sous-développement» et sur l'impossibilité de processus d'industrialisation au Sud, a un corollaire important: la mondialisation conduit à la formation d'une classe ouvrière mondiale qui se développe essentiellement dans les pays émergents<sup>11</sup>. Le phénomène a

pris toute son ampleur depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle. Dès lors, cette montée en puissance des pays émergents remet-elle en cause les approches «classiques» ou «dépendantistes» de l'impérialisme? Il ne faut pas craindre ici d'être iconoclaste (au moins dans un premier temps) et de souligner ce qu'il peut y avoir d'inédit dans cette nouvelle configuration.

Pour les classiques, les pays dépendants étaient les réceptacles des capitaux exportés par les pays impérialistes. Lénine faisait de l'exportation de capitaux l'un des marqueurs de l'impérialisme. Mais il suffit de rappeler que les USA

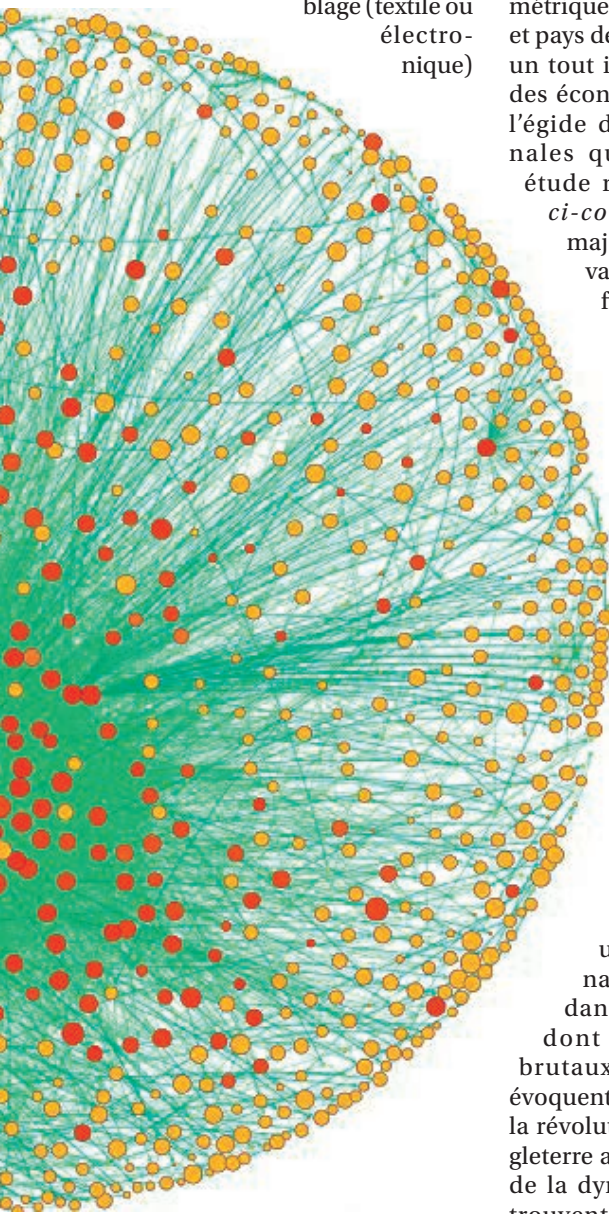


Réseau du contrôle de l'économie mondiale 147 multinationale (cf. note 13)  
● Multinationales «super-connectées»  
La taille des points est fonction du bénéf

sont aujourd'hui importateurs nets de capitaux pour montrer que les choses ont changé. Pierre Dockès résume ainsi la configuration actuelle: «Les capitaux ne se déplacent plus principalement du Nord au Sud, et non pas simplement du Sud au Nord, comme on le dit souvent, ils se déplacent des

pays récemment émergés vers les pays matures et vers les pays encore en développement (un flux bien plus modeste)». Il va jusqu'à parler d'un impérialisme «à l'envers» ou «d'émergence» qui «s'exerce, d'un côté vers les vieux pays développés, par les exportations de produits industriels et de capitaux, de l'autre côté sur les pays en développement (Afrique, Asie sous-développée) par l'emprise sur les ressources en matières premières, produits énergétiques et même sur les terres»<sup>12</sup>.

L'industrialisation des pays de la périphérie n'est plus concentrée aux industries d'assemblage (textile ou électronique)



le par 737 «entités» dont principalement Multinationales «très connectées».

mais marque une «remontée des filières» vers des produits de haute technologie, voire des biens de production. Les «Tigres», notamment la Corée du Sud, avaient ouvert le chemin. Aujourd'hui, la Chine leur emboîte le pas de manière plus massive.

L'économie mondiale est aujourd'hui structurée par un maillage complexe de capitaux qui définissent des «chaînes globales de valeur». Ce terme désigne la répartition des différents segments de l'activité productive sur plusieurs pays, de la conception à la livraison au consommateur final, en passant par la production. On est passé de l'internationalisation à la mondialisation du capital, qui conduit à l'organisation de la production à cheval sur plusieurs pays. L'économie mondiale ne doit plus être perçue comme un face à face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants, mais comme un tout intégrant des segments des économies nationales, sous l'égide des firmes multinationales qui la dominent. Une

étude récente (cf. graphique ci-contre) montre que la majeure partie (80%) de la valeur créée par les 43 000 firmes prises en compte est contrôlée par 737 «entités»: banques, compagnies d'assurances ou grands groupes industriels. En examinant de plus près le réseau complexe des prises de participation et d'autocontrôle, on s'aperçoit que 147 multinationales possèdent 40% de la valeur économique et financière de toutes les multinationales du monde<sup>13</sup>.

Cette nouvelle configuration se traduit par un impressionnant dynamisme du capitalisme dans les pays émergents, dont les modes d'action brutaux, voire esclavagistes, évoquent les formes violentes de la révolution industrielle en Angleterre au 19<sup>e</sup> siècle. Les sources de la dynamique du capital se trouvent aujourd'hui dans ces pays, comme le prouvent leur résilience dans la crise, et surtout leurs importants gains de productivité, alors que ceux-ci s'épuisent tendanciellement dans les vieux pays capitalistes. Même s'il n'y a pas «déconnexion», puisque les pays émergents dépendent de leurs exportations vers le Nord, ils accèdent progressivement à une autonomie fondée sur les échanges Sud-Sud et sur la croissance de leur marché intérieur.

Il existe donc une économie mondiale intégrée qui dépasse la juxtaposition d'économies nationales. Les firmes multinationales

sont l'agent de cette intégration, dont la géographie coïncide de moins en moins avec celle des États. Cette imbrication croissante rend obsolètes les outils d'analyse classiques. Ainsi 15% des salarié-e-s français (deux millions de personnes) travaillent dans des entreprises sous contrôle étranger, tandis que trois millions et demi de salarié-e-s à travers le monde sont employés par des filiales d'entreprises françaises. Robert Reich montre que la notion de nationalité d'une entreprise est de moins en moins pertinente<sup>14</sup>. Il rappelle que seul un-e salarié-e d'IBM sur cinq travaille aux USA, et que beaucoup de multinationales US ont établi des relations de co-investissement avec des firmes chinoises: «Cessons, dit-il, de nous demander si les grandes multinationales sont <américaines>. C'est un jeu que nous ne pouvons pas gagner. Concentrons nous plutôt sur ce que nous voulons que les multinationales, quelle que soit leur nationalité, viennent faire en Amérique, et sur la façon dont nous pouvons les inciter à le faire».

Cette imbrication offre aux grands groupes des portes de sortie en leur procurant un marché beaucoup plus vaste que le marché intérieur de leurs ports d'attache (sans parler de l'évasion fiscale). En France, cet effet se mesure en comparant l'évolution de l'investissement national avec celui réalisé à l'étranger. Ce dernier, relativement faible au départ, s'est élevé de façon considérable durant la période de la «nouvelle économie», jusqu'au krach boursier de 2000, qui l'a fait baisser, avant qu'il ne reparte à la hausse en 2005. L'investissement domestique des sociétés (financières et non financières) représente une proportion à peu près stable du PIB. Le ciseau entre marché intérieur et marché mondial peut se mesurer aussi par la divergence de rentabilité entre les grands groupes internationalisés et les autres entreprises: entre 2000 et 2006, les profits des entreprises du CAC 40 ont doublé, passant de 46 à 96 milliards d'euros, alors que ceux de l'ensemble des entreprises françaises n'ont augmenté que de 20%. Cette déconnexion s'explique du fait que la majeure partie des profits des grands groupes a été réalisée à l'étranger. On assiste à une dissociation de la dynamique des capitaux selon leur degré de branchement sur le marché mondial. La faible croissance du marché intérieur d'un pays est donc supportable pour ses entreprises, dès lors qu'elles disposent de débouchés alternatifs sur le marché mondial.

## Etats et capitaux

Vu que les cartes des États et des capitaux sont de plus en plus disjointes, il faut repenser les relations qu'ils entretiennent. Certes, les liens privilégiés entre une multinationale et «son» État de base n'ont pas disparu et celui-ci cherche à défendre les intérêts de ses industries nationales. La prise de distance vient plutôt du fait que les grandes entreprises ont le marché mondial comme horizon et que l'une des sources de leur rentabilité réside dans la possibilité d'organiser la production à l'échelle mondiale de manière à minimiser les coûts. Aucune contrainte ne les force à recourir à l'emploi domestique, et leurs débouchés sont largement déconnectés de la conjoncture nationale de leur port d'attache. La montée du discours sur l'attractivité est le meilleur indice de cette asymétrie: il ne s'agit plus pour les États, notamment en Europe, de défendre leurs «champions nationaux», mais de tout faire pour attirer les investissements étrangers.

La mondialisation conduit à un entrelacement de relations de pouvoir selon une double régulation contradictoire. D'un côté, les États doivent combiner les intérêts divergents des capitaux tournés vers le marché mondial et de ceux des entreprises produisant pour le marché intérieur en organisant la production en conséquence. D'où la distinction entre secteur «exposé» et secteur «abrité» revêt une importance croissante dans l'analyse des capitalismes nationaux. De l'autre, ces

4 Ibid., p. 114.

5 L'économie mondiale et l'impérialisme, Anthropos, 1967.

6 Theotonio Dos Santos, «The structure of dependence», *American Economic Review*, mai 1970.

7 Par exemple *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspéro, 1968.

8 Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos Paris/IFAN Dakar, 1970.

9 Pierre Jalée, *Le Pillage du Tiers monde*, Maspéro, 1965; *Le Tiers Monde dans l'économie mondiale*, Maspéro, 1968.

10 Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspéro, 1969.

11 Michel Husson, «La formation d'une classe ouvrière mondiale», note hussonet n°64, 18 décembre 2013.

12 Pierre Dockès, «Mondialisation et impérialisme à l'envers», dans Wladimir Andreff (dir.), *La mondialisation, stade suprême du capitalisme?*, P. U. de Paris Ouest, 2013.

13 Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston, «The Network of Global Corporate Control», *PLoS ONE* 6(10), 2011; traduction française sur le site de Paul Jorion.

14 Robert Reich, «The Increasing Irrelevance Of Corporate Nationality», 28 juillet 2014.

mêmes États cherchent à garantir à la fois une régulation nationale cohérente et les conditions d'une insertion optimale dans une économie de plus en plus mondialisée. Dans ces conditions, les rapports entre États capitalistes s'articulent autour de deux objectifs contradictoires : chacun cherche à assurer son rang dans l'échelle des hégémonies, mais il lui faut aussi garantir les conditions de fonctionnement du capitalisme mondialisé.

Les institutions internationales comme l'OMC fonctionnent comme une sorte de « syndicat d'États capitalistes » mettant en œuvre une totale liberté de circulation des capitaux. Mais si l'on prend les négociations en cours sur le traité transatlantique (Taf-ta), l'enjeu pour les USA est clairement de s'appuyer sur le « partenaire » européen pour réaffirmer leur hégémonie face à la Chine. Il n'existe ni « ultraimpérialisme » ni « gouvernement mondial », ce qui fait du capitalisme contemporain un système échappant à toute véritable régulation, qui fonctionne de manière chaotique, ballotté entre une concurrence exacerbée et la nécessité de reproduire un cadre de fonctionnement commun. Cela n'empêche pas la poursuite de pratiques typiquement impérialistes. Ainsi, le projet d'accord de partenariat économique (APE) signé le 10 juillet dernier au Ghana entre l'Union européenne et 16 pays de l'Afrique de l'Ouest vise à supprimer 75 % des droits de douane sur leurs importations en provenance de l'UE et à restreindre leur autonomie en matière de politique commerciale au-delà des exigences de l'OMC<sup>15</sup>.

Cet entrecroisement de relations de pouvoir ne permet pas un raisonnement en termes de successions de puissances

dominantes, comme si la Chine devait mécaniquement prendre le relais des USA. Ces relations de pouvoir sont aujourd'hui structurées selon un axe « vertical » classique opposant les grandes puissances, et un axe « horizontal » correspondant à la concurrence entre capitaux. Si bien que l'économie mondiale ne peut plus être analysée selon le seul rapport hiérarchique opposant pays impérialistes et pays dominés. Pierre Dockès parle même d'un « impérialisme à l'envers », insistant à juste titre sur la concurrence croissante qui s'exerce, non seulement pour la conquête des marchés, mais aussi pour le contrôle des ressources.

### Configuration instable

Pour prendre la mesure du basculement de l'économie mondiale, il faut aussi chercher à en déceler les limites et les contradictions, et ne pas se borner à prolonger les tendances de la dernière décennie. L'OCDE vient ainsi de publier une étude prospective sur les perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2060<sup>16</sup>. Elle prévoit que « la croissance, même plus soutenue dans les pays émergents que dans ceux de l'OCDE, y ralentira malgré tout en raison d'un épuisement progressif du processus de rattrapage et d'une démographie moins favorable ». Ainsi, la croissance de la productivité dans les pays émergents passerait de plus de 5 % par an au cours de la dernière décennie, à 3,2 % durant la suivante (2010-2020), pour atteindre 2,1 % à l'horizon 2060. Ce ralentissement pourrait même aller plus vite que l'OCDE ne l'anticipe.

La Chine permet de se poser d'autres questions : la remontée des filières pour produire des biens de haute technologie est-elle dépendante du co-investissement international ou traduit-elle une autonomie croissante de l'appareil productif chinois ? L'analyse des chaînes de valeur montre qu'il existe d'importants transferts de valeur ajoutée. Par ailleurs, une tendance à la suraccumulation de capital conduit à une baisse de rentabilité à laquelle s'ajoute une dépendance croissante en matière d'énergie, de terres rares, etc.<sup>17</sup> Les dirigeants chinois sont conscients des limites du modèle et ont planifié un recentrage sur le marché intérieur. Mais ce dernier se heurte à deux obstacles majeurs : l'appareil productif n'est pas immédiatement adaptable à la demande intérieure, et surtout, un tel recentrage nécessiterait une modification importante de la répartition des revenus<sup>18</sup>. Ces interrogations sont encore plus légitimes en ce qui concerne les autres BRICS. Ainsi, dans le cas du Brésil, Pierre Salama parle de « re-primarisation » et de désindustrialisation<sup>19</sup>. Et surtout, l'économie mondiale ne peut s'analyser selon une partition approximative entre pays « avancés » et « émergents » qui oublie d'autres catégories de pays comme par exemple les pays rentiers. Une partie importante de la population mondiale vit dans des pays, ou dans des segments de pays, tenus à l'écart de la dynamique de la mondialisation capitaliste. Les lignes de clivage traversent les formations sociales et contribuent à la déstructuration des sociétés.

La loi du « développement inégal et combiné » est toujours d'actualité, à condition de bien comprendre qu'elle ne porte plus sur des économies nationales relativement homogènes : la carte des capitaux ne se superpose plus avec celle des États, et le capital financier international a acquis une autonomie sans précédent historique. La question théorique la plus difficile, et qui ne peut sans doute pas être élucidée aujourd'hui, est de savoir jusqu'à quel point les pays dits émergents ont acquis une véritable maîtrise des processus de production, ou dans quelle mesure ils restent encore des sous-traitants soumis à la volatilité des capitaux internationaux. La réponse est sans doute différente selon les pays et les secteurs, et il faut de ce point de vue remettre en cause l'homogénéité de la catégorie de pays « émergents ». De la réponse apportée à cette question, dépendra le degré de mise en cause des conceptions classiques de l'impérialisme.

Une deuxième interrogation porte sur le caractère durable de cette nouvelle configuration de l'économie mondiale. D'un côté, l'épuisement de la croissance au Nord finira probablement par freiner la croissance au Sud et, d'un autre côté, les tensions sociales au Sud pèseront en faveur d'une croissance plus aut centrée et donc ralentie. Beaucoup de ces questions seront tranchées sur un terrain non strictement économique, mais social et écologique. L'organisation actuelle de l'économie mondiale conduit en effet à une fuite en avant dans la régression sociale. C'est ce qu'impliquent les prévisions de l'OCDE, dont le message peut être ainsi résumé : « Si vous voulez une plus forte croissance, selon l'OCDE, vous devez accepter une plus grande inégalité. Et vice versa. Même pour atteindre un taux de croissance médiocre de 3 % pour l'économie mondiale, il faut rendre le travail plus flexible », et l'économie encore plus globalisée<sup>20</sup>.

Surplombant ces considérations, le défi du changement climatique impliquerait une coopération internationale et la bifurcation vers un autre modèle de développement. Mais ces deux conditions sont en contradiction avec la logique profonde du capitalisme, qui est fondé sur la concurrence entre capitaux et sur la recherche du profit. S'il faut revisiter la théorie de l'impérialisme, cela passe aussi par la construction patiente d'un nouvel internationalisme fondé sur la communauté objective d'intérêts des travailleurs-euses mis en concurrence dans le monde, au-delà de leurs différences de conditions de vie. C'est après tout dans les luttes qu'émergera une meilleure compréhension de cet adversaire commun.

**Michel Husson**  
Été 2014

Version abrégée, avec titre et intertitres de notre rédaction, relue par l'auteur. Texte intégral à paraître dans les *Nouveaux cahiers du socialisme*, disponible en ligne sur [hussonet.free.fr](http://hussonet.free.fr).



« Si vous voulez une plus forte croissance, selon l'OCDE, vous devez accepter une plus grande inégalité. Et vice versa. »

- 15 Jean Gadrey, « STOP-APE : un appel aux organisations de la société civile et aux élus, en Europe et en Afrique », 26 juillet 2014.
- 16 OCDE, *Policy Challenges for the Next 50 Years*, juillet 2014.
- 17 Mylène Gaulard, *Karl Marx à Pékin : les racines de la crise en Chine capitaliste*, Demopolis, 2014.
- 18 Chiara Piovani, « Class Power and China's Productivity Miracle », *Review of Radical Political Economics*, 2014, Vol. 46 (3), 2014.
- 19 Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines*, Armand Colin, 2012.
- 20 Paul Mason, « The Best of Capitalism Is Over for Rich Countries - and for the Poor Ones it Will Be Over by 2060 », *The Guardian*, 7 juillet 2014.